

La papète Tartas

C'est comme ça et puis c'est tout !

Au cours de la réunion CSE de Septembre et comme elle s'y était engagée, la direction a présenté l'organisation et les moyens qu'elle entend mettre en œuvre prochainement pour améliorer le fonctionnement de l'usine. Voici un exposé succinct des principales mesures

1) Une nouvelle organisation :

- Création d'un département « Process et contrôle qualité ».
- Renforcement du département « Fiabilité ».
- Le Bureau d'étude repasse sous la responsabilité du DEX.
- Le service environnement passe sous la responsabilité du service HSQ.
- Création d'équipes pluridisciplinaires chargées d'améliorer le fonctionnement des ateliers.

Sept postes seront créés : 6 ingénieurs (3 process, 2 fiabilité, 1 Environnement /Energie) et **1 ouvrier** (un septième laborant posté).

La mise en place de cette organisation se fera au rythme de l'arrivée des nouvelles recrues.

2) Plan d'action pour le TPC :

- 5 Axes de progrès ont été identifiés.
- Pour chacun d'eux, des groupes de travail seront créés.
- Les équipes en place et les nouveaux ingénieurs seront mis à contribution pour y participer.
- Des ressources temporaires (6 CDD pendant environ 18 mois) seront allouées dans ce service pour permettre de détacher et former les postés de ce secteur.
- Des consultants extérieurs appuieront le service RH pour la partie formation, toutes les fiches de poste du service seront revues en 2022.
- Du fait de l'arrivée d'un 7^{ème} laborant posté, les polyvalents TPC devraient être un peu plus souvent disponibles pour le service TPC.

La présentation de ces mesures révèle plusieurs choses :

- Les alertes, les mises en garde et les recommandations du syndicat CGT étaient justifiées.
- L'impréparation du plan d'investissement CRE5 / Valmet est la cause majeure des problèmes actuels du service TPC.
- La direction ne cherche pas d'issue rapide à la situation. Du fait de l'étalement des recrutements et de la formation des arrivants, les effets bénéfiques éventuels de ces aménagements ne sauraient survenir avant le deuxième semestre 2022.
- Les organisations, décideurs, dirigeants et « responsables » actuels ont été incapables de maintenir la capacité de production, la fiabilité et la rentabilité de l'usine ces dernières années. Cette incompétence manifeste semble ne pas poser de problème pour les principaux concernés...

Au travers de cette réorganisation, le pari qui est fait est le suivant : En améliorant la fiabilité des équipements (grâce à de nouveaux ingénieurs et à des groupes de travail), nous n'aurons pas besoin de ressources supplémentaires à la base, ni en maintenance, ni en exploitation alors que le périmètre et les contraintes ne cessent de s'accroître. C'est un pari de moyen-long terme, apparemment, rien ne presse...

Compte tenu de tout ce qui précède, les salariés de la « base » à qui l'on demande toujours plus d'implication, d'abnégation et d'efforts sans qu'ils n'en tirent la moindre reconnaissance ne manqueront pas d'adapter leur comportement collectif en conséquence. Qui pourrait leur en faire le reproche ?

Actant de la faiblesse des chances d'obtenir satisfaction, l'assemblée générale réunie vendredi dernier a décidé de ne pas recourir à la grève pour que la direction revoie sa copie. « Pas question de perdre de l'argent une fois encore pour empêcher la direction de se planter ! ». De toute façon, cette dernière sera jugée sur les résultats. En cas d'échec, ce jugement sera sévère, les tribunaux américains sont réputés pour ça !

Pour le syndicat CGT, ces mesures qui seront déployées progressivement sont peut-être nécessaires, mais restent largement insuffisantes. Rien ne changera positivement dans la marche usine tant que :

- Les moyens humains et les budgets ne seront pas en adéquation avec les besoins suscités par l'activité et les contraintes réelles.
- La maintenance n'évoluera pas : budgets, effectifs, équipement, formation, qualification, organisation, reconnaissance.
- S. Marquerie et ses lieutenants conserveront leur capacité de nuisance sur le déploiement des projets et dans la gestion quotidienne de l'usine.

Les problèmes auxquels les salariés de La Papète font face sont communs à la classe ouvrière partout dans le monde. Ils sont la conséquence de la gestion capitaliste de l'appareil productif et des politiques libérales qui l'accompagnent. Il nous faut rester unis, solidaires et déterminés pour les combattre, dans l'usine et au delà.

Rendez-vous nombreux le 5 Octobre à 10h00 à la gare Mont de Marsan pour défendre les retraites, l'emploi, les salaires et les services publics.